

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 avril 2002

Original: français

---

**Lettre datée du 1er avril 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de l'Espagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de porter à votre attention la déclaration publiée le 27 mars 2002 par la présidence de l'Union européenne au nom de l'Union européenne sur la remise à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK) de détenus albanais du Kosovo par les autorités de Belgrade (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de l'Espagne  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



**Annexe à la lettre datée du 1er avril 2002,  
adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Espagne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais, français et espagnol]

**Déclaration de la présidence de l'Union européenne  
au nom de l'Union européenne sur la remise  
à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies  
au Kosovo (MINUK) de détenus albanais du Kosovo  
par les autorités de Belgrade**

L'Union européenne se félicite que 146 prisonniers albanais du Kosovo aient été remis à la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK). Les autorités honorent ainsi leur engagement à cet égard, énoncé dans le document commun MINUK/République fédérale de Yougoslavie du 5 novembre 2001. Mais surtout, elles apportent, par cette mesure, une solution appropriée à la détention prolongée des Albanais du Kosovo, tout en favorisant l'instauration d'un climat de confiance entre les communautés au sein même du Kosovo.

L'Union européenne encourage toutes les parties concernées à continuer de coopérer de manière constructive dans d'autres domaines d'intérêt commun prévus dans le document commun MINUK/République fédérale de Yougoslavie.

L'Union européenne demande instamment aux autorités de Belgrade de respecter d'autres obligations internationales importantes, y compris pour ce qui est de la coopération avec le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Elles franchiront ainsi un pas sur la voie de l'intégration européenne de la Serbie et Monténégro.

---